

UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE MOLDOVA

En tant que manuscrit

C.D.U. : 327(44:478):339.924(043)

COTILEVICI VIOLETA

**LES RELATIONS MOLDO-FRANÇAISES DANS LE CONTEXTE DU
PROCESSUS INTÉGRATIONNISTE EUROPÉEN: RÉALITÉS ET
PERSPECTIVES**

**SPÉCIALITÉ 562.02 - HISTOIRE DES RELATIONS
INTERNATIONALES ET DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE**

Résumé de la thèse de doctorat en sciences politiques

CHIȘINĂU, 2021

La thèse a été écrite au sein de l'École doctorale des Sciences Sociales et de l'Education, Université d'État de Moldova

Responsable scientifique :

Cebotari Svetlana, docteur d'État en sciences politiques, professeur associé

Conseil scientifique spécialisé :

1. **Vasilescu Grigore**, docteur d'État en philosophie, professeur universitaire, Université d'État de Moldova - président du conseil scientifique spécialisé
2. **Cebotari Svetlana**, docteur d'État en sciences politiques, professeur associé, Université d'État de Moldova – responsable scientifique
3. **Popovici Angela**, docteur en sciences historiques, professeur associé, Académie d'Administration Publique - référent officiel
4. **Moraru Victor**, docteur d'État en sciences politiques, professeur universitaire, membre-correspondant de l'Académie de Sciences de Moldova - référent officiel
5. **Rotaru Veronica**, docteur en sciences politiques, professeur associé, Université d'État de Moldova - référent officiel
6. **Solomon Constantin**, docteur d'État en sciences politiques, professeur universitaire, Université d'État de Moldova – membre du conseil scientifique spécialisé
7. **Hîrbu Diana**, docteur en sciences politiques, professeur associé, Université d'État de Moldova – secrétaire scientifique du conseil scientifique spécialisé

La présentation aura lieu le 22 décembre 2021, à 14:00 h, lors de la réunion du Conseil Scientifique Spécialisé, à l'Université d'État de Moldova, 60, rue A. Mateevici, bâtiment IV, s. 222, en format mixte.

La thèse de doctorat et le résumé peuvent être consultés à la Bibliothèque centrale de l'Université d'État de Moldova et sur le site de l'ANAQER.

Le résumé a été envoyé le 18 novembre 2021.

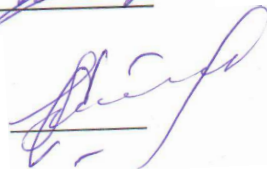
Secrétaire Scientifique du Conseil Scientifique Spéciali

Hîrbu Diana, docteur en sciences politiques,
professeur associé



Responsable scientifique :

Cebotari Svetlana, docteur d'État en sciences politiques,
professeur associé



Auteur

Cotilevici Violeta



TABLE DES MATIÈRES

Repères conceptuels de la recherche	3
Le contenu de la thèse	7
Conclusions générales et recommandations	26
Bibliographie	31
Liste des publications de l'auteur sur le sujet de la thèse	33
Annotation	35
La feuille concernant les données techniques	36

REPÈRES CONCEPTUELS DE LA RECHERCHE

L'actualité et l'importance du sujet étudié. L'un des objectifs centraux de la politique étrangère de la République de Moldova reste l'expansion des relations bilatérales avec les États européens les plus importants. Dans ce contexte, la poursuite du développement de la coopération moldo-française est une priorité incontestée de la politique étrangère de l'État. Le rôle de la France sur la scène internationale est essentiel, puisqu'elle représente la cinquième puissance économique mondiale et la quatrième dans le commerce international. Présente dans toutes les zones géographiques, la France est au cœur des travaux des plus importantes organisations internationales. Le point de vue des autorités françaises pèse lourdement dans le processus décisionnel au sein des institutions européennes. La République Française est membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, membre du G-7, G-20, moteur de l'intégration européenne, elle reste une véritable superpuissance culturelle et elle est la locomotive de la Francophonie. La tradition culturelle et administrative, le capital intellectuel et humain de la nation permettent aux dirigeants du pays de développer des réponses viables aux graves défis de la mondialisation. Dans des conditions de transformations structurelles sans précédent sur la scène internationale, la France parvient à promouvoir habilement ses propres intérêts politiques, économiques, militaires et culturels, tout en s'impliquant activement dans la résolution des problèmes internationaux, notamment la lutte contre le sous-développement, la protection de l'environnement, etc.

Indépendante depuis 1991, la République de Moldova s'est engagée dans un processus de réformes visant à édifier une société démocratique et une économie de marché. Dans le but stratégique de s'intégrer dans les instances économiques européennes, la République de Moldova a signé l'Accord d'Association avec l'Union européenne. Le succès des réformes économiques et la réalisation de ses aspirations à l'intégration européenne sont largement déterminés par le soutien politique, économique, financier et moral des organismes internationaux et des États occidentaux. Dans ce contexte, pour la République de Moldova, la capitalisation du potentiel de coopération et de partenariat avec la République Française est l'un des objectifs stratégiques de la politique étrangère et tient au rôle de la France en Europe et dans le monde, mais aussi aux affinités culturelles. On connaît bien le soutien politique constant de la France pour la République de Moldova dans le processus de consolidation de l'État, de relance de l'économie et d'instauration de la démocratie. Le 11 mars 1992 est la date de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux États. L'histoire des relations bilatérales entre la République de Moldova et la République Française est caractérisée par la réciprocité, la confiance, le pragmatisme et le respect mutuel des intérêts nationaux. La République de Moldova se prononce pour le renforcement du

dialogue politique et économique, pour la collaboration technique, scientifique, et l'approfondissement des liens humanitaires. Aujourd'hui, la coopération de la France avec la République de Moldova comprend deux objectifs prioritaires, énoncés dans le Plan d'action de l'Ambassade de France en République de Moldova: contribuer au rapprochement du pays de l'UE et contribuer à son développement économique et à sa prospérité. Pour la République de Moldova, l'accompagnement politique, économique et socioculturel de la France est un accompagnement dans le processus de démocratisation de la société, de réformes économiques et, en particulier, dans la démarche de notre pays d'adhérer aux normes et valeurs européennes.

Le degré d'étude du sujet. Les relations moldo-françaises, établies et développées après la désintégration de l'URSS, après l'indépendance de la République de Moldova, de sa tendance et aspirations aux valeurs européennes, une tendance soutenue par la République Française reste un sujet peu exploré. À l'heure actuelle, il n'existe pas d'études approfondies qui couvriraient l'ensemble des questions et des perspectives existant dans la collaboration entre les deux pays. Ce vide est présent à la fois dans la littérature spécialisée de l'espace européen et celui local, ce qui laisse place à des recherches plus amples. L'évolution des relations extérieures de la République de Moldova fait l'objet de recherches dans les ouvrages *Politique étrangère de la République de Moldova 2009-2011 : en synthèses et débats* [37], *Évolution de la politique étrangère de la République de Moldova (1998-2008)* [23], *La politique étrangère de la République de Moldova dans le contexte des processus intégrationnistes* [17], auteurs : S. Cebotari, V. Saca, I. Coropcean, *République de Moldova. Édition encyclopédique, Politique étrangère* [26], auteur V. Juc, *La politique étrangère de la République de Moldova dans le contexte des dimensions morales : réalités et desiderata* [40], auteur V. Rotaru.

Parmi les premiers chercheurs qui ont étudié la coopération de la République de Moldova avec l'Union européenne se trouve V. Moraru avec l'article *République de Moldova - Union européenne : les problèmes et les perspectives de la coopération* [31]. La question du processus intégrationniste européen est le domaine de recherche du professeur Gr. Vasilescu dans l'article *Stratégies d'intégration européenne pour la République de Moldova* [48]. Les relations entre la République de Moldova et l'UE sont étudiées par C. Solomon dans *Aspects concernant les relations entre la République de Moldova et l'UE* [43] et par Gh. Căldare dans *Élaboration du nouveau cadre juridique de coopération entre la République de Moldova et l'UE* [11]. Les politiques intégrationnistes sont analysées par les chercheurs V. Saca et P. Varzari [41], C. Morari dans *Dimensions externes et internes du processus d'intégration européenne. Le cas de la République de Moldova* [30].

Les auteurs français qui étudient les relations moldo-françaises sont : F. Parmentier *Moldova: les atouts de la francophonie* [35], *Les chemins de*

l'État de droit. Le chemin étroit entre l'Europe et la Russie et J. Attali *La Francophonie et la francophilie, moteurs d'une croissance durable* [5].

L'analyse de la coopération de la République de Moldova avec la France du point de vue de la dimension politique, économique et socio-culturelle est réalisée par S. Cebotari et G. Caldare dans *la Politique étrangère de la République de Moldova* [16] et A. Neșuța : *Relations économiques moldo-françaises* [34]. La situation des citoyens de la République de Moldova sur le territoire de la France a été étudiée par D. Cheianu-Andrei dans *La cartographie de la diaspora moldave en Italie, au Portugal, en France et au Royaume-Uni* [18].

Le but et les objectifs de la recherche. Conformément à l'actualité et au degré d'investigation du sujet, l'auteur a visé l'étude théorique-conceptuelle, méthodologique, analytique des relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen ainsi que la perspective de leur développement. Afin d'atteindre l'objectif proposé, les objectifs suivants ont été formulés : analyser l'historiographie de la recherche sur les relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste ; définir et analyser le phénomène de la politique étrangère, des relations bilatérales et du processus intégrationniste européen ; identifier de point de vue conceptuel et théorique l'interaction des relations bilatérales - processus intégrationniste; formuler des approches méthodologiques de recherche sur les relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen ; examiner le cadre juridique des relations moldo-françaises ; estimer la dimension politico-diplomatique des relations moldo-françaises ; évaluer la coopération moldo-française du point de vue économique et socioculturel dans le cadre du processus intégrationniste européen ; déterminer le partenariat francophone République de Moldova - République Française dans le contexte du processus intégrationniste européen.

L'hypothèse de recherche de la thèse de doctorat affirme que la France, État avec un poids décisionnel dans les structures de l'UE, est l'un des principaux partenaires qui soutiennent le processus de démocratisation et de connexion de la République de Moldova aux normes européennes.

La synthèse de la méthodologie de recherche et la justification des méthodes de recherche choisies. Étant donné que les relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen représentent une recherche interdisciplinaire, l'auteur a utilisé un ensemble de techniques et de méthodes scientifiques. L'approche interdisciplinaire est la caractéristique essentielle de cette recherche. L'interdisciplinarité de cette étude repose sur l'emploi de méthodes issues de domaines variés : droit, histoire, sociologie, statistique, etc. En utilisant les méthodes les plus couramment utilisées, la recherche des relations moldo-françaises, la politique étrangère de la République de Moldova et le rôle de la France dans le processus

intégrationniste européen de notre État, implique l'emploi des méthodes générales-logiques, générales-scientifiques, particulières et spécifiques.

La méthode inductive-déductive est basée sur la relation causale et a été appliquée pour étudier le soutien de la France offert à la République de Moldova dans le processus d'intégration européenne, facilitant le processus de généralisation des faits et d'en déduire les principales conclusions. L'étude des relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen s'est appuyée sur **la méthode d'analyse et de synthèse** qui offrait la possibilité d'examiner les relations moldo-françaises dans le cadre politique, diplomatique, économique, socioculturel et juridique entre la deux États. **La méthode structurelle-fonctionnelle** a participé à la recherche globale du processus d'intégration européenne de la République de Moldova à travers l'analyse structurelle-systémique de ses relations avec la France et l'UE. **La méthode historique** a servi à déterminer les particularités évolutives des relations moldo-françaises matérialisées par des visites officielles, ainsi qu'à mettre en évidence les étapes d'élaboration du cadre juridique bilatéral. **La méthode descriptive** a offert à l'auteur la possibilité d'analyser de manière plus complexe la série d'événements qui ont contribué à l'évolution des relations moldo-françaises. Afin d'élaborer la recherche, la méthode institutionnelle a été utilisée, ce qui a permis d'identifier les institutions de la France et de la République de Moldova qui ont un rôle important dans la consolidation de la collaboration moldo-française et dans la réalisation du processus d'intégration européenne. À l'aide de **la méthode de la comparaison**, on a identifié le lien entre le nombre de visites bilatérales des autorités moldaves et françaises et les relations commerciales entre les deux États. L'auteur a réalisé une analyse comparative des échanges internationaux de marchandises de la République de Moldova avec plusieurs États, parmi lesquels se trouve la France, et on a pu identifier le degré d'étude du français en Moldavie par rapport aux autres langues étrangères étudiées : anglais, russe, allemand. De même, le niveau du cadre juridique moldo-français a été identifié par rapport au partenariat de la République de Moldova avec d'autres États de l'UE. Pour faciliter la sélection et l'interprétation des données, l'auteur a utilisé **la méthode d'analyse documentaire** qui a permis d'analyser des articles de presse écrite, des interviews, des statistiques, des discours politiques de représentants de l'État, des mémoires de personnalités politiques, des documents de diverses institutions ou organisations. Les relations économiques, scientifiques, socioculturelles entre les deux États n'auraient pas été analysées sans l'utilisation de **la méthode statistique**, qui a permis de mettre en évidence certains aspects importants du sujet.

L'utilisation de **la méthode d'analyse de contenu** s'est axée sur l'analyse d'articles de presse, de publications en ligne, de documents d'archives, de rapports de différentes institutions. L'analyse des événements implique l'analyse des événements liés aux contacts bilatéraux au niveau des autorités

des deux États, la matérialisation des initiatives initiées à travers ces contacts et les facteurs politiques qui ont conditionné ces évolutions. **La méthode de prévision** a permis de déterminer les perspectives de développement du partenariat moldo-français et sa contribution à la modernisation du pays sur le modèle européen. **La méthode behavioriste** a offert la possibilité d'examiner les types de comportement des différents acteurs impliqués à la fois dans les relations moldo-françaises et dans le processus intégrationniste européen, en mettant en évidence les actions menées, les décisions et les déclarations prises. **La méthode de l'interview** a permis d'identifier l'attitude réelle et objective de la partie française vis-à-vis des aspirations intégrationnistes européennes de la République de Moldova.

CONTENU DE LA THÈSE

L'introduction comprend l'argumentation de l'actualité et de l'importance du sujet étudié, le degré d'étude du sujet, le but et les objectifs de la recherche, les hypothèses de la recherche, la synthèse de la méthodologie de recherche et la justification des méthodes de recherche choisies, le résumé des chapitres de la thèse, l'approbation des résultats.

Dans le premier chapitre **Aspects historiographiques et conceptuels-théoriques de la recherche sur les relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen**, on a fait une analyse critique de la bibliographie, on a présenté, décrit et interprété les données de la littérature sur les relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen. De même, dans ce chapitre on a défini les concepts fondamentaux : « relations bilatérales », « politique étrangère », « processus intégrationniste », « européanisation ».

Le paragraphe **Historiographie de la recherche sur les relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen** présente l'état actuel des connaissances dans le domaine des relations moldo-françaises, qui, bien que pas suffisamment étudiées, mérite attention. Parmi les premiers chercheurs qui ont fait des recherches sur la politique étrangère de la République de Moldova se trouve Gh. Cojocaru avec l'ouvrage *Politique étrangère de la République de Moldova. Études* [19]. Les principaux repères historiographiques en référence à la politique étrangère de la République de Moldova sont examinés par Gh. Căldare dans *Relations internationales dans le cursus universitaire : les bases théoriques et méthodologiques* [12; 29]. La politique étrangère de la République de Moldova est présentée par S. Cebotari et Gh. Căldare dans *La politique étrangère de la République de Moldova*, où un chapitre entier a été consacré aux relations moldo-françaises [16; 161]. En étudiant la politique étrangère de la République de Moldova, la monographie des auteurs S. Cebotari, V. Saca, I. Coropcean mérite une attention particulière. Ainsi, les auteurs présentent pour la première fois la relation entre le concept de processus intégrationniste et la politique étrangère [17].

L'évolution des relations extérieures de la République de Moldova fait l'objet de recherches dans l'article *Politique étrangère de la République de Moldova 2009-2011 : synthèses et débats* [37]. Les aspects des relations extérieures de la République de Moldova sont élucidés dans le document élaboré par les experts de l'Association pour la politique étrangère *L'évolution de la politique étrangère de la République de Moldova (1998-2008)* [23]. Le domaine de la politique étrangère de la République de Moldova a été étudié par V. Juc dans : *République de Moldova restent pertinentes pour la science locale. Édition encyclopédique* [26]. Dans le même contexte, on peut citer la thèse de doctorat : *La politique étrangère de la République de Moldova dans le contexte des dimensions morales : réalités et desiderata* [40], auteur V. Rotaru.

Dans la littérature française, le phénomène de politique étrangère est analysé par Ph. Braillard et M.-R. Djalili dans *Les relations internationales* [7; 55]. Des idées similaires sont avancées par l'auteur français F. Petiteville dans *De la politique étrangère comme catégorie d'analyse des relations internationales* [36; 59]. La politique étrangère de la France fait l'objet de recherches pour M-Ch. Kessler *La politique étrangère de France : acteurs et processus* [27]. La politique étrangère européenne est décrite par M. Lefebvre dans *La politique étrangère européenne* [28]. Une analyse de la politique étrangère a été menée par J.-F. Morin *Politique étrangère : théorie, méthodes et références* [33].

Outre l'analyse d'ouvrages consacrés à la politique étrangère, il convient de prêter attention à la recherche d'ouvrages consacrés aux questions liées au processus d'intégration qui fait l'objet d'analyses pour les chercheurs de divers domaines. Ainsi, parmi les chercheurs qui étudient ce sujet se trouvent des spécialistes reconnus dans le domaine des sciences politiques, économiques, sociologiques, juridiques, etc. Les opinions les plus complexes sur le processus d'intégration appartiennent aux chercheurs occidentaux : B. Rosamond *Theories of European integration* [39], K. W. Deutsch [22], B. Haas *Uniting of Europe* [25], S. Brucan [8; 35]. Les aspects de la construction européenne sont également un domaine d'intérêt pour les auteurs français. P. Delivet étudie le processus d'intégration européenne et les politiques de l'UE dans son ouvrage *Les politiques de l'UE* [21].

Parmi les premiers chercheurs qui ont étudié la coopération de la République de Moldova avec l'Union européenne se trouve V. Moraru avec l'article *République de Moldova - Union européenne : les problèmes et les perspectives de la coopération* [31]. La question du processus intégrationniste européen est le domaine de recherche du professeur Gr. Vasilescu. Dans les ouvrages : *Tâches et mécanismes internes de l'intégration européenne de la République de Moldova* [47], *Stratégies d'intégration européenne pour la République de Moldova* [48] l'auteur met en évidence les principaux aspects concernant l'aspect intégrationniste européen. La question concernant le processus intégrationniste de la République de Moldova se trouve dans la

recherche menée par S. Cebotari, qui affirme que la tâche d'intégration européenne de la République de Moldova a été imposée à l'agenda des autorités étatiques en même temps que la tâche d'intégration régionale du pays [15]. Les relations entre la République de Moldova et l'UE sont étudiées par C. Solomon dans *Aspects concernant les relations entre la République de Moldova et l'Union européenne* [43]. Le cadre juridique pour la coopération entre la République de Moldova et l'UE a été analysé par Gh. Căldare dans *L'élaboration du nouveau cadre juridique pour la coopération entre la République de Moldova et l'UE* [11]. Des données plus récentes sur la collaboration de la République de Moldova avec l'UE sont fournies par les auteurs Gh. Căldare et C. Morari dans l'ouvrage *La collaboration de la Moldavie avec l'UE : problèmes et priorités* [14]. Une étude récente sur ce sujet est la recherche *Dimensions externes et internes dans le processus d'intégration européenne. Le cas de la République de Moldova*, auteur C. Morari [30].

Les relations bilatérales sont sujet de recherche dans certains articles dans le domaine du droit diplomatique et consulaire, où l'on retrouve l'acceptation des notions de diplomatie bilatérale, de coopération internationale, par exemple dans les études de droit international public menées par A. Burian, etc [10]. Certaines études sur l'évolution et l'approche conceptuelle des relations politiques bilatérales sont présentes dans la littérature des sciences politiques et dans le domaine des relations internationales, et les auteurs de référence sont : H. Bull [9], T. Gomart [24].

Les aspects du développement des relations moldo-françaises au sein du partenariat francophone ont été analysés sur la base des documents cadres du fonctionnement de l'OIF. Les résultats du partenariat francophone pourraient être déduits des rapports annuels présentés par l'Antenne de Chisinau de l'AUF. Parmi les auteurs français concernés par les relations moldo-françaises à travers la Francophonie figure F. Parmentier avec *Moldavie : les atouts de la francophonie* [35]. J. Attali, dans son ouvrage *La Francophonie et la francophilie, moteurs de développement durable* analyse la situation de la République de Moldova qui, selon lui, peut être considérée comme le pays le plus francophone d'Europe centrale et orientale [5]. Pour présenter les informations sur le degré d'étude de la langue française dans les institutions nationales moldaves, l'auteur a utilisé les données statistiques du Bureau National des Statistiques de la République de Moldova.

La recherche de la dimension du dialogue politique bilatéral a été possible en consultant principalement des périodiques électroniques, les présentations de spécialistes souvent impliqués personnellement dans les interactions politiques moldo-françaises. Les visites officielles moldo-françaises sont reflétées dans les documents analysés par l'auteur à partir des archives du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Européenne de la République de Moldova. Dans le même contexte, on peut citer les publications et interviews des représentants diplomatiques de la République de

Moldova en France : V. Gheorghiu, A. Neguta, O. Serebrean, L. Moraru sur les relations moldo-françaises. Le soutien de la France au processus intégrationniste européen de notre pays se reflètent principalement dans les matériaux de la presse périodique et ne font l'objet d'aucune étude spécialisée. Aussi, pour l'étude des relations moldo-françaises, il existe une série de références de la presse périodique : *Buletinul European, Moldova Suverană, Moldova și Lumea*.

La dimension politique et économique des relations moldo-françaises est analysée par l'ancien ambassadeur de la République de Moldova en France (2003-2006) A. Neguța dans les articles *Relations politiques moldo-françaises* et *Relations économiques moldo-françaises* [34]. La situation des citoyens de la République de Moldova sur le territoire de la France a été étudiée par D. Cheianu-Andrei dans *La cartographie de la diaspora moldave en Italie, au Portugal, en France et au Royaume-Uni* [18]. Les relations moldo-françaises sont largement analysées par le premier président de la République de Moldova, M. Snegur dans l'ouvrage *Le labyrinthe du destin* [42] et par l'ex-ministre des Affaires Etrangères N. Țău *Diplomatie en coulisses* [46].

En conclusion, on mentionnera qu'en soumettant à l'analyse l'historiographie de la recherche des relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen, nous constatons qu'une attention insuffisante est accordée à la question respective. Le manque d'articles scientifiques qui nous fournissent une image intégrale des relations moldo-françaises nous permet de décider de la nécessité d'élargir davantage le domaine de recherche à la fois dans le pays et à l'étranger concernant le sujet donné, l'analyse des relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen devenant un objectif de la réalisation de la présente recherche.

Dans le deuxième paragraphe, intitulé **Identifications conceptuelles-théoriques de l'interaction «relations bilatérales» - «processus intégrationniste»**, sont analysées les relations bilatérales, la politique étrangère et le processus intégrationniste et l'interaction entre les relations bilatérales et le processus intégrationniste. Les relations bilatérales, selon la position de certains auteurs, sont réalisées par la politique étrangère, qui, à son tour, devient un moyen d'établir des relations interétatiques bilatérales. La politique étrangère d'un État devient assez souvent un moyen d'établir des unions d'États, c'est-à-dire qu'elle contribue à l'intégration de l'État dans diverses unions supranationales. A partir de là, on peut mentionner qu'entre les relations bilatérales et le processus intégrationniste il y a une relation de complémentarité. Les États, coopérant les uns avec les autres, contribue à la formation et au renforcement des relations interétatiques bilatérales, qui à leur tour sont réalisées grâce à la politique étrangère. Dans cette interprétation, d'après ce que nous observons, la politique étrangère devient un moyen de parvenir à des relations interétatiques bilatérales. Du point de vue que la

politique étrangère est le moyen d'établir des relations interétatiques, elle est aussi la base du processus d'intégration des États dans différentes unions. Aucun processus d'intégration ne peut être réalisé sans l'implication des États qui utilisent la politique étrangère comme moyen de poursuivre des intérêts à la fois au niveau bilatéral et multilatéral, contribuant ainsi à l'établissement d'unions interétatiques sur la scène internationale.

Soumettant à la recherche le phénomène des relations bilatérales, T. Gomart propose trois définitions pour conceptualiser ce phénomène. Premièrement, les relations bilatérales sont une pratique diplomatique entre deux États. C'est une voie de consensus, parfois même d'échange, utilisée par les dirigeants de certains États pour parvenir à une politique étrangère. Deuxièmement, les relations bilatérales représentent un modèle de perception, de construction et de représentation de la réalité. Selon le troisième sens présenté par Gomart, les relations bilatérales représentent un modèle de perception, et de représentation du réel existant entre deux acteurs, qu'il s'agisse d'États, ou d'organisations internationales, ou du réel existant entre un État et l'organisation internationale [24].

Concernant la relation bilatérale, les propos de R. Aron apportent des précisions utiles sur trois points. Premièrement, son concept de « société transnationale » interdit de la réduire aux seules relations interétatiques. Il note ensuite qu'en termes de pratique diplomatique, au milieu des années 1950, la diplomatie soviétique a modifié la gestion de ses relations avec les satellites, abandonnant le bilatéralisme. Selon R. Aron, la signature du Pacte de Varsovie marque le passage du bilatéral au multilatéral. Il soutient que la relation bilatérale est une relation triangulaire et que dans toute relation bilatérale il y a, sous une forme ou une autre, une médiation [4; 442].

Dans le cadre de l'analyse de plusieurs définitions faisant référence au terme diplomatie, H. Bull soumet à une recherche le phénomène de la politique étrangère. Ainsi, la politique étrangère est définie comme le résultat momentané d'un processus d'élaboration complexe. Les participants à l'élaboration et à l'application de la politique étrangère s'efforcent d'inclure dans la politique étrangère toutes les préoccupations du monde. Le champ de la politique étrangère, selon l'auteur, est plus large que l'ensemble des relations intergouvernementales. En plus des relations politiques entre les gouvernements, on peut ajouter l'intérêt pour l'environnement, la migration, le développement et la liberté de religion. Dans ces domaines, les services gouvernementaux sont moins compétents que les organisations et groupes spécialisés [9].

En soumettant à l'analyse le phénomène de la politique étrangère, S. Brucan considère que la politique étrangère est la réaction à une série d'incitations internes et externes, et les nations représentent des systèmes en interaction permanente avec l'environnement international [8; 35]. La politique étrangère présente l'objet de recherche de M-Ch. Kessler qui considère que ce

n'est que le résultat de l'évolution et de la politique, de l'histoire, de la géographie et de la philosophie politique. Elle se manifeste lors de l'activité de l'État sur la scène internationale [27].

Dans le cadre de l'analyse des phénomènes qui visent les relations bilatérales entre les États et celui de la politique étrangère, le phénomène d'« intégration » mérite également l'attention. Ainsi, dans le cadre des analyses effectuées, S. Cebotari mentionne que dans le monde contemporain l'intégration est l'un des principaux facteurs de la politique étrangère et des relations internationales dans leur ensemble. La politique étrangère désigne l'activité de l'État dans les affaires internationales ou sur l'arène internationale qui régule les relations avec d'autres sujets de l'activité politique étrangère : États, partis, organisations publiques internationales et régionales. L'auteur S. Cebotari mentionne que la politique étrangère de l'État doit être comprise comme une catégorie historique concrète, elle n'existe pas en dehors de l'espace et du temps [15].

A. Burian définit la notion de politique étrangère comme une activité de l'État de régler sur l'arène internationale ses relations avec d'autres sujets de politique étrangère : États, partis politiques et autres organisations internationales et régionales, en s'appuyant sur le potentiel économique, démographique, militaire, scientifique, culturel de l'État [10; 208].

Les auteurs Gh. Căldare et R. Gorincioi étudient la politique étrangère et la présentent dans le sens d'une politique intérieure continue et d'une composante des relations internationales, constituant l'un des problèmes essentiels de la science politique et des relations internationales [13; 346]. Selon le chercheur V. Rotaru, la politique étrangère règle les relations d'un État avec les autres États et assure la réalisation de ses intérêts et besoins sur la scène internationale [40].

K. W. Deutsch définit l'intégration comme une relation entre plusieurs unités interdépendantes, qui ensemble génèrent une série de propriétés systémiques, absentes dans les unités individuelles. Cependant, le terme *intégration* est toujours utilisé pour décrire le processus d'intégration par lequel une telle relation est réalisée entre des unités précédemment séparées. L'auteur énumère les principales tâches d'intégration qui peuvent être incluses dans les catégories suivantes : maintien de la paix, renforcement des capacités multiobjectifs, accomplissement de tâches spécifiques, acquisition d'une nouvelle image de soi et de nouvelles identités fonctionnelles [22].

B. Haas définit l'intégration politique comme „un processus dans lequel les acteurs politiques dans diverses structures nationales sont persuadés de déplacer leur loyauté, leurs espoirs et leurs activités politiques vers un nouveau centre, dont les institutions possèdent ou revendiquent la juridiction sur les États-nations préexistants" [25]. Analysant le phénomène d'intégration, S. Brucan considère qu'à sa base se trouvent : 1) les bases naturelles-matérielles

qui incluent la géographie, la population et la production ; 2) facteurs sociaux (classes et nations) [8; 35].

Les chercheurs Gr. Vasilescu et C. Morari affirment que le phénomène d'intégration se manifeste sous deux formes : économique et politique. L'intégration économique doit être suivie de l'intégration politique, qu'elle présuppose et préfigure à la fois, et l'intégration politique peut être un facteur dynamique d'intégration économique [49].

Ainsi, à la suite de l'analyse de l'interaction « relations bilatérales » - « processus intégrationniste », nous avons pu conclure qu'entre les concepts de « relations bilatérales » et de « processus intégrationniste » il existe une corrélation directe, un rapport de complémentarité. Dans le contexte de l'intégration, chaque acteur, dans ce cas l'État, initie un dialogue sur l'établissement de relations de coopération sur le plan politique, économique ou social. Dans le cadre de l'analyse de l'interaction de concepts donnés, on peut dire que les relations bilatérales sont à la base de tout processus intégrationniste. Si les relations bilatérales représentent les relations entre deux acteurs (dans ce cas, la République de Moldova - la France et la République de Moldova - l'Union européenne), le processus intégrationniste représente la voie de l'intégration sur les plans politique, juridique, économique, socio-culturel des États au sein de certaines institutions/organisations. Dans ce contexte, la politique étrangère devient un moyen d'établir des relations bilatérales, à travers lesquelles s'effectue le développement de tout processus intégrationniste.

Dans le deuxième chapitre **L'évolution des relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen : aspects méthodologiques**, on a formulé la méthodologie de recherche du sujet, on a analysé le cadre juridique des relations moldo-françaises et la dimension politico-diplomatique des relations entre la Moldavie et la France.

Le premier paragraphe **Approches méthodologiques de la recherche des relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen** se concentre sur l'examen des méthodes de recherche à travers lesquelles il a été possible d'étudier les relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen. Afin d'effectuer une recherche complexe du sujet, l'auteur a eu recours à l'application de plusieurs principes, approches et méthodes d'investigation scientifique. Étant donné que les relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen représentent une recherche interdisciplinaire, l'auteur a utilisé un ensemble complexe de techniques et de méthodes scientifiques. Par conséquent, l'approche interdisciplinaire est la caractéristique clé de cette recherche. En utilisant les méthodes les plus couramment utilisées, la recherche des relations moldo-françaises, la politique étrangère de la République de Moldova et le rôle de la France dans le processus d'intégration européenne de notre État, implique l'emploi des méthodes générales-logiques, générales-scientifiques et particulières. La méthode inductive-déductive a été appliquée pour analyser le

soutien de la France offert à la République de Moldova dans le processus intégrationniste européen. **La méthode inductive-déductive** a facilité le processus de généralisation des faits et de déduction des principales conclusions. L'étude des relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen a été réalisée sur la base de **la méthode d'analyse et de synthèse** qui offrait la possibilité d'examiner les relations moldo-françaises dans le domaine politique, économique et socioculturel. Grâce à cette méthode, il a été possible d'analyser le cadre juridique des relations entre les deux États. **La méthode structurelle-fonctionnelle** a participé à la recherche globale du processus d'intégration européenne de la République de Moldova à travers l'analyse structurelle-systémique de ses relations avec la France et l'UE.

Afin d'expliquer la manière dont les relations moldo-françaises ont évolué depuis 1991 et jusqu'à présent, on a utilisé **la méthode historique**. La méthode historique a été utilisée dans la recherche des aspects historiographiques des relations moldo-françaises et du processus intégrationniste européen, servant à déterminer les particularités évolutives des relations moldo-françaises matérialisées par des visites officielles, ainsi qu'à mettre en évidence les étapes d'élaboration du cadre législatif bilatéral. **La méthode descriptive** consiste à décrire la situation et les événements présents ou survenus. La méthode descriptive a offert à l'auteur la possibilité d'analyser de manière plus complexe la série d'événements qui ont contribué à l'évolution des relations moldo-françaises. Afin d'élaborer la recherche, l'auteur a également eu recours à **la méthode institutionnelle**. Cette méthode a permis à l'auteur d'identifier les institutions clés en France et en République de Moldova qui ont un rôle important dans le renforcement de la collaboration moldo-française et dans la réalisation du processus intégrationniste européen. **La méthode de la comparaison** a offert à l'auteur la possibilité d'identifier le lien entre le nombre de visites bilatérales des autorités de la République de Moldova et de la France et les relations commerciales entre les deux États au cours de cette période. L'auteur de l'étude a mené une analyse comparative du commerce international de marchandises de la République de Moldova avec plusieurs États, parmi lesquels se trouve la France. Ainsi, il a été possible d'identifier le degré d'étude de la langue française sur le territoire de la République de Moldova au regard des autres langues étrangères étudiées : anglais, russe, allemand.

Pour faciliter la sélection et l'interprétation des données, l'auteur a utilisé un certain nombre de méthodes supplémentaires, telles que **l'analyse de documents** et **la documentation webographique**. Pour identifier les différentes sources d'information occupant une place importante dans l'étude, l'auteur a utilisé **la méthode de l'analyse documentaire**. Cette méthode a permis d'analyser : des documents, des articles de presse, des interviews, des statistiques, des discours politiques, des mémoires des personnalités politiques. L'application de **la méthode statistique** a offert la possibilité de connaître les

différents phénomènes à travers des analyses détaillées. Les relations économiques, socio-culturelles moldo-françaises ont été analysées à l'aide d'indices statistiques, qui permettent de mettre en évidence certains aspects importants.

Parmi les méthodes particulières appliquées dans la recherche figurent **la méthode d'analyse de contenu**, dont l'utilisation s'est concentrée sur l'analyse d'articles dans la presse écrite, de publications en ligne, de documents d'archives, de rapports de diverses institutions. La méthode qui a permis à l'auteur d'analyser une série d'événements qui caractérisent les relations entre la République de Moldova et la France est **l'analyse événementielle**. Il s'agit d'analyser les événements liés aux contacts bilatéraux au niveau des autorités des deux Etats, la concrétisation des initiatives initiées à travers ces contacts et les facteurs politiques qui ont conditionné ces développements. **La méthode de prévision** a permis de déterminer les perspectives de développement du partenariat moldo-français et sa contribution à la modernisation du pays sur le modèle européen. **La méthode comportementaliste** a offert à l'auteur de l'étude l'occasion d'examiner les types de comportement des différents acteurs impliqués à la fois dans les relations moldo-françaises et dans le processus intégrationniste européen, en mettant en évidence les actions et les mesures prises, ainsi que les décisions et les déclarations prises. Parmi les méthodes sociologiques utilisées par le chercheur figure **la méthode de l'interview** qui a permis d'identifier l'attitude réelle et objective de la partie française vis-à-vis des aspirations intégrationnistes européennes de la République de Moldova. Dans ce contexte, l'utilisation de méthodes de recherche nous a permis d'atteindre le but et les objectifs de la recherche et a contribué à une meilleure conceptualisation du sujet de recherche.

Dans le deuxième paragraphe, **Le cadre juridique des relations de la République de Moldova avec la République Française dans le cadre du processus intégrationniste européen** du chapitre 2 on a analysé le fondement juridique des relations entre les deux pays. Pour une meilleure compréhension des relations moldo-françaises au stade actuel, il est nécessaire de faire une analyse des principaux documents qui se trouvent à la base du cadre juridique des relations entre la République de Moldova et la France. Le document principal dans lequel les principales orientations de la politique étrangère de l'État sont indiquées est *la Conception de la politique étrangère de la République de Moldova* [20]. Sur la base de l'analyse de ce document, il sera mentionné que pour la République de Moldova comme «objectif principal est le maintien et l'obtention rigoureuse des traités interétatiques d'amitié et de collaboration afin de créer un climat de confiance et de respect mutuel, établissant des relations dans les domaines politiques, économiques, technico-scientifiques et culturels avec les États du monde» [20].

Les relations moldo-françaises ont été légalement enregistrées le 12 mars 1992 à Paris par la signature du *Protocole relatif à l'établissement de*

relations diplomatiques entre la République Française et la République de Moldova [38]. La signature, le 29 janvier 1993 à Paris, du protocole de coopération entre le ministère des Affaires étrangères de la République de Moldova et le ministère des Affaires étrangères de la République Française [45] est une nouvelle étape dans le renforcement de la base juridique des relations moldo-françaises. En analysant le cadre juridique de la coopération moldo-française, il convient de mentionner qu'il est basé sur le document *Traité d'amitié, de compréhension et de coopération entre la République de Moldova et la République Française* [45] signé le 29 janvier 1993 et entré en vigueur le 1er décembre 1995. Il s'agit du seul traité de ce genre signé entre la République de Moldova et un pays occidental. Le traité marque les relations traditionnelles d'amitié, de rapprochement culturel et civilisationnel entre les peuples français et moldave. Le principal accord économique est *l'Accord relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements* [45] entre le Gouvernement de la République de Moldova et le Gouvernement de la République Française, signé à Paris le 8 septembre 1997. Cet accord avait pour objet de renforcer la coopération économique entre les deux Etats en réalisant des investissements moldaves en France et français en Moldavie. Un autre document signé le 8 septembre 1997 est *l'Accord entre le Gouvernement de la République de Moldova et le Gouvernement de la République Française sur le transport routier international de marchandises* [45]. Le 14 octobre 1997, on a signé *Le Protocole d'entente entre le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de la République de Moldova et le ministère de l'Agriculture et de la Pêche de la République Française dans le domaine de l'agriculture et du développement rural* [45].

Il existe un certain nombre d'accords conclus entre la République de Moldova et l'UE dans le domaine des relations commerciales et économiques. La France étant membre de l'UE, les dispositions des accords signés avec l'UE s'étendent également aux relations commerciales et économiques entre la République de Moldova et la France.

Un autre document qui constitue le cadre juridique de la coopération économique est *la Convention entre le Gouvernement de la République de Moldova et le Gouvernement de la République Française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu* et son Protocole, signé à Paris le 30 octobre 2006 [29]. La France a refusé de ratifier la convention, justifiant que le document n'est pas conforme aux normes fiscales. Suite à d'autres consultations, les parties ont convenu de signer une nouvelle convention pour éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu.

Le renforcement de la collaboration moldo-française dans le domaine socioculturel est dû à la signature, le 24 novembre 1994, de *l'Accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République de Moldova et le Gouvernement de la République Française* [1]. A

travers ce document, tant la France que la République de Moldova ont pris la responsabilité de collaborer dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la technologie et de la formation.

Compte tenu des affinités de la latinité et de la culture, la coopération dans le domaine culturel est importante pour les deux États. Afin de renforcer la coopération culturelle, le 18 avril 2016, la Moldavie et la France ont signé *l'Arrangement administratif sur la coopération dans le domaine du patrimoine culturel* [2].

Les relations entre la Moldavie et la France ont récemment progressé en signant le 2 octobre 2017 *l'Accord-cadre de partenariat entre le Ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale de la République de Moldova et l'Office français de l'immigration et de l'intégration de la République Française*. Il s'agit du premier accord en République de Moldova sur la réintégration des citoyens moldaves, afin de contribuer au développement économique et social de la population. Au niveau des discussions et des négociations se trouve la signature de *l'Accord entre la République de Moldova et la République Française dans le domaine de la sécurité sociale*. Les citoyens moldaves, ayant travaillé en France, pourraient bénéficier de retraites et de prestations sociales lorsque le risque assuré survient.

En analysant le cadre juridique des relations moldo-françaises, il convient de mentionner que bien qu'il repose sur une série d'accords signés dans les domaines du commerce, de l'économie, de la technologie et de la science, de la défense, de la protection mutuelle des investissements, de l'agriculture et du transport routier, cependant, il reste modeste.

La présence des lacunes dans le document principal de politique étrangère - *La Conception de la politique étrangère de la République de Moldova* nous fait soumettre quelques suggestions aux dirigeants du pays. Compte tenu des nouvelles réalités géopolitiques et économiques sur la scène internationale, y compris européenne, dans les conditions dans lesquelles la République de Moldova s'efforce de s'intégrer dans l'espace européen, il est nécessaire de réviser la Conception de la politique étrangère de l'État. Dans ce contexte, partant du raisonnement selon lequel l'orientation de la coopération de la République de Moldova, selon la Conception de 1995 avec les États européens, fait l'objet de peu d'attention, il est nécessaire d'étendre la portée des orientations de coopération avec les États de l'UE, y compris la France.

Suite à l'analyse comparative entre la liste des traités bilatéraux signés par la République de Moldova avec la France et la liste des traités bilatéraux conclus par la République de Moldova avec d'autres États membres de l'UE, nous concluons que la base juridique des relations moldo-françaises est assez modeste. La France occupe le 17e rang dans la liste des États membres de l'UE par le nombre d'accords bilatéraux conclus. Ce petit nombre d'accords est un problème et un frein au développement du partenariat moldo-français dans divers domaines. Il est évident qu'il y a un manque de volonté politique de la

République de Moldova à consolider le cadre juridique des relations moldo-françaises.

Le troisième paragraphe **La dimension politico-diplomatique des relations moldo-françaises** analyse la collaboration entre les deux États au niveau diplomatique et politique. Ainsi, l'activité de l'Ambassade de la République de Moldova en France et de l'Ambassade de France en République de Moldova est estimée, les visites officielles des autorités moldaves et françaises sont analysées. Le 7 janvier 1992, la France a officiellement reconnu la République de Moldova et le 13 mars 1992, des relations diplomatiques ont été établies. L'Ambassade de la République de Moldova en France a été ouverte en 1997. Le rôle animateur des missions diplomatiques dans le développement des relations bilatérales moldo-françaises est évident.

L'activité de l'Ambassade de la République de Moldova à Paris a rencontré dès le début des problèmes de personnel. Les notes d'information de l'ambassade mentionnent le petit nombre d'employés et le fait que tout l'éventail des problèmes a été confié à un seul diplomate. A partir de 2019 et jusqu'à présent, la République de Moldova ne dispose pas d'ambassadeur accrédité en France, ce qui nuit à l'image de notre pays mais occasionne également des difficultés dans le développement des relations moldo-françaises.

Dans le cadre de l'objectif général de développement des relations bilatérales entre la République de Moldova et la France, l'activité économique de l'Ambassade est l'une des priorités. Partant des besoins impératifs de notre pays, mais aussi des spécificités de l'État de résidence, l'activité économique de l'Ambassade a été déterminée par les missions suivantes : promouvoir l'image économique et financière favorable de la République de Moldova ; identifier des investisseurs potentiels et attirer des investissements de capitaux dans notre pays; médiation des contacts entre les entreprises, les hommes d'affaires; promouvoir et encourager le commerce entre les deux pays.

En établissant des relations diplomatiques avec la République Française, de nombreuses visites et échanges de haut niveau ont eu lieu entre les deux pays, ce qui a contribué à la consolidation et à l'approfondissement des relations politiques. Du 28 au 30 janvier 1993 on a eu lieu la première visite officielle en République Française par le premier Président de la République de Moldova, M. Snegur. La valeur dominante des négociations lors de cette visite réside dans le *Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République de Moldova et la République Française*, signé par les deux Présidents. Cet événement a été suivi d'autres visites de haut rang qui ont renforcé les relations entre la République de Moldova et la France.

La visite historique d'une grande importance dans le renforcement des relations moldo-françaises est celle du Président français J. Chirac, le 4 septembre 1998, à Chişinău. Le but de la visite du Président français a été défini comme une occasion d'évaluer l'état actuel des relations bilatérales afin

d'identifier leurs possibilités de développement dans les domaines les plus divers.

Les années 1997, 1998 pourraient être qualifiées comme années décisives dans les relations moldo-françaises. Débutant son activité à Paris en 1997, l'Ambassade de la République de Moldova a fait des efforts considérables pour développer des relations multidimensionnelles avec la France : obtenir un soutien politique, économique et financier. Les événements majeurs ont été la visite du Président de la République de Moldova P. Lucinschi en France, et la visite du Président J. Chirac en République de Moldova, qui ont donné un nouvel élan aux relations moldo-françaises. Il convient de noter que pas toutes les visites de haut niveau ont abouti à des résultats visibles qui ont stimulé les relations moldo-françaises.

Les relations moldo-françaises se positionnent dans une nouvelle étape, grâce à la visite officielle du Président de la République de Moldova, M. Sandu. L'événement le plus marquant a été l'entretien entre le Président de la République de Moldova, M. Sandu et son homologue français, E. Macron. Le sujet principal était l'avancement du dialogue entre la République de Moldova et la France dans les domaines - politique, économique et culturel et la construction d'un Etat européen. Le premier résultat de la visite de M. Sandu à Paris ne se fit pas attendre. Le 22 mars 2021, le Groupe de l'Agence Française de Développement et l'Agence Expertise France étaient en mission d'exploration en République de Moldova, au cours de laquelle des experts français ont examiné les opportunités d'accompagnement du développement économique et social, et les possibilités d'accompagnement des réformes.

L'écho du vol du milliard dans le système bancaire de la République de Moldova s'est fait sentir en 2017 lorsque les relations moldo-françaises ont stagné. Le fait que la République de Moldova ait perdu sa crédibilité auprès des partenaires européens, y compris français, se remarque aisément dans les entretiens que l'auteur a menés avec l'ambassadeur de France en République de Moldova et le directeur de l'Alliance Française à Chisinau. À la suite des entretiens, il est conclu que pour gagner en crédibilité auprès de l'UE en général et de la France en particulier, la République de Moldova doit respecter les dispositions de l'Accord d'Association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part. Pour les Européens, il est important que la République de Moldova devienne un État de droit et ainsi, les autres réformes de l'Accord d'Association s'aligneront dans cette direction. Pour que le pays soit attractif pour les investisseurs, il faut travailler sur l'image, à savoir éradiquer la corruption, mener des réformes dans le domaine de la justice. Ce n'est qu'avec une justice indépendante que la République de Moldova gagnera la confiance des autorités françaises et européennes. La République de Moldova se concentrera sur les problèmes internes qui, non résolus, représenteront un obstacle à la voie européenne de notre pays.

Un rôle important dans la promotion des relations moldo-françaises appartient à la «diplomatie parlementaire». Dans ce contexte, nous accentuerons l'activité du Groupe d'amitié Moldavie-France mentionnée dans les documents diplomatiques dès 1998. Après l'analyse des documents diplomatiques fournis par les archives du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Européenne de la République de Moldova et la presse périodique de la République de Moldova et la France, nous voyons que le Groupe d'amitié Moldavie-France est actif dans le développement des relations moldo-françaises.

En soumettant à la recherche la dimension politique des relations entre la République de Moldova et la France, nous observons un tableau segmenté par des périodes de développement et de stagnation. Les opportunités offertes à la République de Moldova par la France et l'UE n'ont pas toujours été appréciées et explorées par les autorités de Chisinau. Dans le domaine politique, la République de Moldova n'a pas fait suffisamment d'efforts pour susciter l'intérêt de la France et passer à un autre niveau de développement des relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen. Avec le dégel du partenariat moldo-français par M. Sandu, de nouvelles perspectives de développement apparaissent. La République de Moldova, étant un État aux aspirations intégrationnistes pour l'espace européen, a besoin de l'appui politique de la France qui soutient les aspirations de démocratisation et celles de rattachement aux normes européennes de notre pays. Le soutien apporté par la France à la République de Moldova dans le processus intégrationniste européen dépend de la mise en œuvre des réformes proposées par l'UE à travers l'Accord d'Association entre l'UE et la République de Moldova. Alors que la perception qui était à Paris de la République de Moldova a été affectée en 2014, avec le vol du milliard, notre pays doit regagner sa crédibilité et le label de « meilleur élève du Partenariat oriental ».

Le chapitre 3 **Renforcement du partenariat moldo-français dans le cadre de la construction européenne** examine la collaboration entre la République de Moldova et la France dans les domaines économique, social, culturel, etc. et le partenariat francophone entre la République de Moldova et la République Française dans le cadre du processus intégrationniste européen. Aujourd'hui, la coopération de la France avec la République de Moldova a deux objectifs : contribuer au rapprochement du pays de l'UE et contribuer à son développement économique et à sa prospérité. La collaboration dans divers domaines, l'expérience d'interaction acquise jusqu'à présent, la sympathie mutuelle entre les peuples de la République de Moldova et de la France, l'activité conjointe au sein de l'OIF, ainsi qu'au sein d'autres organisations européennes et internationales, déterminent les perspectives de développement du partenariat moldo-français. Les acquis réalisés jusqu'à présent dans cette coopération pourraient être un début pour la modernisation du pays sur la base du modèle européen.

Aujourd'hui, la France est l'un des acteurs géopolitiques importants tant dans l'espace européen que sur la scène internationale. Au niveau européen, la France est la première puissance agricole et la deuxième puissance industrielle. A l'international, la France est la quatrième économie mondiale ; la première puissance touristique au monde ; la deuxième industrie alimentaire et occupe la deuxième position dans la prestation de services. La France est l'un des États ayant un poids décisionnel considérable dans les structures de l'UE et une position internationale importante, et la coopération prioritaire de la République de Moldova avec la France est l'une des orientations énoncées par les responsables moldaves et français. Le développement des relations bilatérales dépend dans une large mesure d'une coopération économique et socioculturelle efficace. Ces deux domaines doivent être pleinement explorés afin d'assurer un dialogue ouvert et progressif entre le gouvernement de la République de Moldova et celui de la France.

Dans le premier paragraphe **La dimension économique des relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen**, l'auteur étudie les relations économiques entre la République de Moldova et la France. Avec l'indépendance de la République de Moldova, les relations moldo-françaises ont connu un développement ascendant, celles-ci se caractérisant par la multiplication des visites officielles, par la création d'un partenariat commercial et économique permanent. Actuellement, les relations moldo-françaises sont au format de l'UE. En tant qu'État membre de l'UE, tous les accords multilatéraux sont également valables pour la France. L'Accord d'Association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leur les États membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part, signé en 2014, a introduit un régime commercial préférentiel - Zone d'échange libre et complexe.

Un rôle important pour la coopération moldo-française a été le lancement en 2018 des négociations concernant la signature d'un nouveau traité fiscal entre la France et la République de Moldova. Selon les experts, cet accord aurait dû permettre de clarifier l'origine de l'investissement français. Afin de protéger les investisseurs français, *l'Accord mutuel de protection des investissements* a été signé entre les parties le 8 septembre 1997 [45]. Il est à noter que la Moldavie et la France ont signé *la Convention intergouvernementale pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu* le 30 janvier 2006, ratifiée en 2007 par la Moldavie et refusé par la France, justifiant que le document n'est pas conformément aux normes fiscales. Suite à d'autres consultations, les parties ont convenu de signer une nouvelle convention pour éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu. En février 2020, le Gouvernement de la République de Moldova a approuvé l'ouverture des négociations avec le Gouvernement français sur le projet de la Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale.

La France est un partenaire économique important pour la République de Moldova, tant en termes de commerce que d'investissement. Selon les données statistiques, le volume du commerce extérieur de la République de Moldova avec la France a enregistré en 2020, le montant de plus de 150 millions de dollars. Ainsi, la France se classe au 11e rang des principaux partenaires commerciaux de la Moldavie au niveau mondial.

Suite à une analyse comparative de l'auteur, on conclura que le nombre de visites bilatérales officielles moldo-françaises se reflète dans la structure des importations et des exportations entre la République de Moldova et la République Française au cours de la période 1997-2019. Les événements qui se sont déroulés au fil des années (1991-2021) concernant les relations moldo-françaises ont marqué l'évolution de la coopération commerciale des deux États. La coopération économique moldo-française reste inférieure à la coopération de la République de Moldova avec des pays tels que : la Pologne, l'Allemagne, l'Italie, la République Tchèque. Ici, nous ne prendrons pas en compte le commerce de la République de Moldova avec les pays voisins : la Roumanie et l'Ukraine. Même si la France n'est pas leader dans la collaboration économique de la République de Moldova avec d'autres pays, la recherche met en évidence la présence active sur le territoire de la République de Moldova d'investisseurs français, qu'il faut capitaliser afin d'accroître la visibilité de la Moldavie et faciliter l'intégration européenne. De même, il y a une augmentation des importations de la France vers la République de Moldova, avec une augmentation sur la période 2015-2019, qui est due à la signature en 2014 de l'Accord d'Association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leur les États membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part.

Ainsi, il est conclu que dans les années où les autorités de la République de Moldova et celles de la France ont eu des visites officielles mutuelles avec des discussions, des accords, des traités, le commerce moldo-français a considérablement augmenté. Les périodes de déclin des relations commerciales entre les deux États sont fondées sur les crises politiques que la République de Moldova a connues au fil du temps. Le manque de volonté politique moldave de faire avancer le partenariat avec la République Française s'est également fait sentir sur le plan économique, l'économie étant un domaine prioritaire dans les relations bilatérales.

Grâce à l'*Accord de protection des investissements* [45], signé en 1997 et entré en vigueur en 1999, les investissements français sur le territoire de la République de Moldova sont protégés. Actuellement, la République de Moldova s'attache à accueillir et à accompagner les investisseurs français car ils contribuent fortement à la prospérité du pays. En juillet 2008, à l'initiative des représentants des entreprises françaises en République de Moldova et avec le soutien de l'Ambassade de France à Chisinau et de l'Alliance Française, on a

créé la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Moldavie pour promouvoir et développer l'investissement et le commerce entre les deux États.

La République de Moldova, étant géographiquement située entre l'Ukraine et la Roumanie, au carrefour d'un réseau de transport qui se développe beaucoup, dispose d'un terrain pour l'implantation d'entreprises intéressées par les investisseurs français. La coopération économique moldo-française est visible, importante, mais encore insuffisante. C'est visible et important, car en République de Moldova il y a 4 groupes français qui sont présents dans des secteurs stratégiques de l'économie : Orange, dans le domaine de la téléphonie mobile et Internet, Lactalis, dans le domaine agroalimentaire, Lafarge - la première usine de ciment dans le pays et Pentalog qui propose des prestations informatiques de qualité. Ensuite, il y a un certain nombre de petites et moyennes entreprises. Pour que le climat des affaires soit propice aux investissements étrangers, l'État doit garantir une justice indépendante.

Les relations commerciales entre la France et la Moldavie sont stables et durables, mais elles restent modestes malgré les nombreuses opportunités qui existent. Les exportations françaises sont principalement composées de divers équipements électriques et véhicules de transport. La France est le 11ème client du pays. Malheureusement, les crises politiques et économiques que la République de Moldova a traversées ont affecté la coopération économique moldo-française. Les investisseurs français ont besoin d'une situation définie, d'une justice indépendante et d'un État de droit. Il est clair que les investissements sont directement liés à la situation politique et économique du pays. À l'heure actuelle, il n'existe aucun mécanisme d'orientation des relations commerciales, ce qui a un impact négatif sur les relations bilatérales moldo-françaises. Il est nécessaire de créer des Commissions mixtes intergouvernementales dans le domaine économique, mais aussi d'embaucher à l'Ambassade de la République de Moldova en France des collaborateurs ayant une formation adéquate dans le domaine économique. Dans le cadre de l'établissement d'un partenariat stratégique entre la République de Moldova et la France pour l'intégration européenne, il serait bénéfique pour les fonctionnaires moldaves d'effectuer des stages dans des établissements français, pour la mise en œuvre des accords de coopération de la République de Moldova avec la France et l'UE. Reconnaisant la qualité de la République de Moldova en tant que pays partenaire de l'UE, le cadre juridique moldo-français devrait être complété, en concluant de nouveaux accords bilatéraux qui donneraient un nouvel élan au commerce bilatéral. Même si la France n'est pas leader dans la collaboration économique de la République de Moldova avec d'autres pays, la recherche met en évidence l'intérêt accru de la France pour notre pays. Il est important de capitaliser sur le potentiel de la France pour accroître la visibilité de la République de Moldova et faciliter l'intégration de l'État dans l'UE. En conclusion, nous dirons que plus le secteur économique se développe, plus l'intérêt politique de la France pour la République de Moldova augmentera.

Le paragraphe **Les spécificités de la collaboration moldo-française dans le domaine socio-culturel** fait référence à la dimension socioculturelle qui contribue à la consolidation des relations moldo-françaises. Une étape importante dans ce domaine est la signature, le 24 novembre 1994, à Chisinau, de *l'Accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République de Moldova et le Gouvernement de la République Française*. Tenant compte des identités culturelles et des besoins économiques des pays, ainsi que de leur appartenance commune à un espace culturel européen en participant au développement de projets d'intérêt commun dans des programmes multilatéraux, les signataires ont décidé de promouvoir la coopération entre les peuples dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la technologie et de la formation. Par cette loi, la partie française s'engage à soutenir les efforts déployés par la partie moldave en faveur de l'étude de la langue française, en y prêtant l'attention, en mettant à disposition du personnel qualifié, en soutenant les filières francophones des universités, en organisant des stages de France, en élaborant des manuels et des méthodes audiovisuelles communs [1].

L'apport de l'activité de l'Ambassade de France en République de Moldova est incontestable. Avec d'autres partenaires francophones - l'Alliance Française de Moldavie, l'IOIF, l'AUF, la Chambre de commerce et d'industrie France-Moldavie, etc. on entreprend de nombreuses actions pour promouvoir et soutenir l'enseignement et l'expression orale de la langue française, ainsi que pour redynamiser son image.

Conformément à l'article 7 de *l'Accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République de Moldova et le Gouvernement de la République Française*, les parties encouragent diverses formes de coopération décentralisée, complémentaires à la coopération entre États : relations directes entre personnes et institutionnels [1]. Une composante importante des liens économiques et culturels est la coopération au niveau local. On va mentionner ici le rôle de la société civile dans le développement des relations moldo-françaises, à savoir les associations d'amitié moldo-françaises.

La collaboration moldo-française dans le domaine social est également marquée par la diaspora des Moldaves en France. Situés à l'étranger, les Moldaves ressentent le besoin de créer des organisations destinées à rassembler et unir la diaspora moldave, à renforcer son potentiel spirituel et économique, à contribuer à l'intégration effective de ses membres dans la société. Actuellement, la diaspora moldave compte environ 64 associations dans 31 pays à travers le monde. Ainsi, le nombre de migrants moldaves à Paris en 2008 était de 4 222 [44]. Les réalisations à ce jour dans la coopération moldo-française pourraient être un début pour la modernisation du pays sur la base du modèle européen.

Dans le troisième paragraphe **Le partenariat francophone République de Moldova - République Française dans le cadre du processus intégrationniste européen** on analyse le rôle de la Francophonie qui est un cadre privilégié de dialogue entre la République de Moldova et la République Française, pertinent à travers la dimension politique, économique de coopération entre les États membres, associés ou observateurs. La Francophonie est une réalité politique et culturelle incontestable, et la langue française est le lien entre les activités coordonnées entre 70 États et gouvernements, avec une population de plus de 803 millions de personnes. La République de Moldova a rejoint le mouvement francophone le 16 avril 1993.

Dans l'ouvrage *Moldavie : les atouts de la Francophonie*, signé par F. Parmentier, on parle de la part de la Francophonie en République de Moldova et de l'impact des échanges au sein de la Francophonie sur le développement politique et économique du pays. Grâce au cadre offert par l'OIF, les réseaux d'entraide et la coopération européenne, les citoyens de la République de Moldova se libèrent progressivement d'un héritage stalinien et aspirent à des jours meilleurs. La Francophonie joue un rôle important dans les relations moldo-françaises et présente un atout pour un État démocratique, européen et prospère. La Francophonie est un vecteur qui conduit la République de Moldova vers l'UE. Dans cet ouvrage, il y a plusieurs pages dédiées à la République de Moldova, qui, selon l'auteur, peut être considérée comme le pays le plus francophone d'Europe centrale et orientale [35].

La France est le partenaire privilégié de la République de Moldova pour développer la capacité de se connecter aux standards européens, notamment à travers ce facteur de verticalité culturelle qui est la Francophonie. Il est important de comprendre que cela ne peut pas se substituer à la politique étrangère, mais est un outil spécifique pour la coopération multilatérale et bilatérale. La Francophonie joue un rôle important dans les relations moldo-françaises, avec la vocation de la France d'être un acteur majeur dans deux espaces intégrés : l'UE et la Francophonie. On peut conclure que la part de la Francophonie en République de Moldova est majeure et a un impact sur le développement politique et économique du pays. L'adhésion de la Moldavie à la Francophonie favorise, en premier lieu, l'accès aux valeurs spirituelles de la Francophonie, ce qui facilite le renouveau de la culture et de la civilisation françaises, renforce la situation de la langue française dans le système éducatif, permet au pays de participer à une série de programmes de développement, ajustement structurel, communications, réforme du système juridique, etc. et contribue enfin à une réorientation rapide de la République de Moldova vers le modèle économique des pays occidentaux. La Francophonie en Moldavie contribue à la formation de nouvelles élites, à la promotion de la diversité culturelle et à la création d'emplois pour les citoyens francophones. La Francophonie est un moyen évident d'europanisation de la République de Moldova.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES ET RECOMMANDATIONS

Le problème scientifique résolu dans le domaine des sciences politiques réside dans l'élaboration du cadre théorique et conceptuel des relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen, ainsi que dans la mise en évidence des réalités et perspectives des relations entre la Moldavie et la France. Le problème scientifique consiste à déterminer le niveau de coopération de la République de Moldova avec la France au stade actuel, ainsi qu'à mettre en évidence le soutien apporté par la France à la République de Moldova afin de faciliter son processus intégrationniste européen.

La contribution de l'auteur réside dans l'étude des relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen. Ayant comme support l'analyse des institutions et des processus, la structure et le contexte qui dans leur ensemble ont déterminé l'analyse des relations moldo-françaises, le caractère innovant des résultats est de développer des définitions synthétiques des concepts de « relations bilatérales » et de « processus intégrationniste » réalisés par la politique étrangère, qui en termes d'application, contribue à résoudre un problème d'une importance majeure : l'identification du niveau de coopération moldo-française dans le cadre du processus intégrationniste européen. Une première réalisation dans la littérature a été l'analyse de l'évolution des relations moldo-françaises dès 1991. Les conclusions et les idées sont le résultat des recherches de l'auteur et sont présentées dans 24 publications scientifiques et présentées lors de 15 conférences scientifiques.

La valeur applicative de la thèse résulte des conclusions obtenues dans la recherche et peut représenter des jalons pour les autorités afin de renforcer les relations moldo-françaises qui pourraient faciliter le processus d'intégration européenne de la République de Moldova. Cet étude présente un support théorique et pratique pour les étudiants. Les concepts présentés peuvent compléter l'arsenal théorique de la recherche dans le domaine.

Les résultats obtenus ont permis à l'auteur de tirer une série de conclusions:

1. Soumettant à l'analyse l'historiographie de la recherche sur les relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen, on constate que dans la littérature spécialisée française, y compris celle de la République de Moldova, on accorde une attention insuffisante au problème respectif. Contrairement à la multitude de recherches consacrées à des phénomènes tels que la politique étrangère, le processus intégrationniste, la question des relations moldo-françaises reste un sujet peu examiné. Le manque d'ouvrages scientifiques qui nous fournissent une image intégrale des relations

- moldo-françaises nous permet de commenter la nécessité d'élargir davantage le domaine de la recherche concernant ce sujet.
2. En examinant les identifications conceptuelles-théoriques des phénomènes de relations bilatérales et de processus intégrationniste réalisés à travers la politique étrangère, nous attestons l'existence de la relation de complémentarité. Les États, coopérant les uns avec les autres, contribuent au renforcement des relations interétatiques bilatérales, qui à leur tour sont réalisées par la politique étrangère. La politique étrangère est le moyen d'établir des relations interétatiques, elle est aussi la base du processus d'intégration des États dans différentes unions. L'intégration, en tant que phénomène qui unit les États-acteurs géopolitiques et les acteurs du droit international dans des unions supranationales, se réalise à travers la politique étrangère de l'État, qui par son activité sur la scène internationale contribue à la construction de relations bilatérales.
 3. La méthodologie des relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen implique des approches complexes et interdisciplinaires. L'interdisciplinarité de cette étude repose sur l'utilisation de méthodes issues de domaines variés : droit, histoire, sociologie, statistique, etc., l'approche interdisciplinaire étant la caractéristique essentielle de cette recherche.
 4. Bien que plusieurs accords de coopération aient été signés, le cadre juridique des relations moldo-françaises reste insuffisant, laissant place à de nouvelles perspectives pour la signature d'accords bilatéraux dans divers domaines d'activité, pour une meilleure coopération entre les deux pays. En faisant une analyse comparative entre la liste des traités bilatéraux conclus par la République de Moldova avec la France et la liste des traités bilatéraux conclus par la République de Moldova avec d'autres États membres de l'UE, nous concluons que la base juridique des relations moldo-françaises est assez modeste. Le nombre réduit d'accords conclus constitue un frein au développement du partenariat moldo-français. Le manque de volonté politique de la République de Moldova à consolider le cadre juridique des relations moldo-françaises est évident. Grace aux affinités historiques et linguistiques, aux relations traditionnelles d'amitié, de rapprochement culturel et civilisationnel entre les peuples français et moldave, les chances et les possibilités de renforcer ce segment pertinent dans les relations entre deux États sont assez importantes. La conclusion d'accords bilatéraux entre la Moldavie et la France sur plusieurs segments serait bénéfique pour la République de Moldova dans le cadre du processus intégrationniste européen.
 5. Suite à la recherche de la dimension politico-diplomatique des relations entre la République de Moldova et la France, nous observons

un tableau segmenté par des périodes de développement et de stagnation. Les opportunités offertes à la République de Moldova par la France et l'UE n'ont pas toujours été appréciées et explorées par les autorités de Chisinau. Dans le domaine politique, la République de Moldova n'a pas fait suffisamment d'efforts pour susciter l'intérêt de la France et passer à un autre niveau de développement des relations moldo-françaises dans le cadre du processus intégrationniste européen. La République de Moldova, ayant des aspirations intégrationnistes pour l'espace européen, a besoin de l'appui politique de la France, qui soutient les aspirations de démocratisation et celles de rattachement aux normes européennes de notre pays. L'aide apportée par la France à la République de Moldova dans le processus intégrationniste européen dépend de la mise en œuvre des réformes proposées par l'UE à travers l'Accord d'Association entre l'UE et la République de Moldova.

6. En analysant la dimension économique des relations moldo-françaises, on mentionnera que, trois décennies après l'indépendance de la République de Moldova, la France reste un partenaire économique constant pour notre pays, mais pas parmi les plus importants. La France occupe une position assez basse dans le commerce extérieur de la République de Moldova : 11^{ème} place après 2020. Les crises politiques et économiques que la République de Moldova a traversées, ont affecté la coopération économique moldo-française. Les investisseurs français ont besoin d'une situation définie, d'une justice indépendante et d'un Etat de droit. On peut y mentionner la faible performance des entreprises moldo-françaises par rapport à d'autres entreprises mixtes. Les investissements sont directement liés à la situation politique et économique du pays, au cadre législatif et réglementaire sur l'environnement des affaires. À l'heure actuelle, il n'existe aucun mécanisme pour orienter les relations commerciales, ce qui a un impact négatif sur les relations bilatérales moldo-françaises. À l'heure actuelle, il n'existe aucun mécanisme pour orienter les relations commerciales, ce qui a un impact négatif sur les relations bilatérales moldo-françaises. Même si la France n'est pas leader dans la collaboration économique de la République de Moldova avec d'autres pays, la recherche met en évidence l'intérêt accru de la France pour notre pays. Il est important de capitaliser sur le potentiel de la France pour accroître la visibilité de la République de Moldova et faciliter l'intégration de l'État dans l'UE. Plus le secteur économique se développera, plus l'intérêt politique de la France pour la République de Moldova augmentera. La libéralisation du régime des visas avec l'UE a contribué au développement économique des relations moldo-françaises. On arrive à la conclusion que dans les années où les autorités de la République de Moldova et celles de la France ont eu

des visites officielles réciproques avec des discussions, des accords, le commerce moldo-français a augmenté de manière significative. Les périodes de déclin des relations commerciales entre les deux États sont basées sur les crises politiques de la République de Moldova au fil du temps.

7. Dans le domaine socioculturel, en analysant l'activité de toutes les institutions francophones de la République de Moldova, on peut dire que les relations bilatérales moldo-françaises continuent de se développer de manière ascendante. Le soutien de la mobilité des enseignants et des étudiants par les institutions francophones intensifie la durabilité de la collaboration moldo-française dans le domaine socio-culturel. La langue et la culture, qui doivent être les « liants de l'unité humaine », constituent un bon moyen de coopération entre la France et la République de Moldova, mais on constate que la langue française a perdu et continue de perdre une grande partie de son terrain fonctionnel dans la République de Moldova. Les acquis obtenus jusqu'à présent dans la coopération moldo-française font partie des fondements du processus intégrationniste européen. Grace aux affinités historiques entre la Moldavie et la France, la coopération culturelle entre les deux États est fondamentale.
8. Un rôle important dans les relations moldo-françaises est joué par la Francophonie, qui est un atout pour un Etat démocratique, européen et prospère. La Francophonie, participant à la promotion de la diversité culturelle et à la création d'emplois pour les citoyens, est un vecteur de rapprochement de la Moldavie avec l'UE. Etant donné que la République de Moldova est considérée comme le pays le plus francophone d'Europe centrale et orientale, l'organisation d'un Sommet de la Francophonie à Chisinau serait l'occasion de renforcer les relations moldo-françaises, un pas en avant sur la voie de la Moldavie vers l'UE, mais aussi accroître la visibilité extérieure de l'État. Dans ce contexte, la volonté politique représente l'élément décisif. La Francophonie joue un rôle important dans les relations moldo-françaises, avec la vocation de la France d'être un acteur majeur dans deux espaces intégrés : l'UE et le monde francophone. La part de la Francophonie en République de Moldova est importante et a un impact sur le développement politique et économique du pays. L'adhésion de la Moldavie à la Francophonie favorise l'accès aux valeurs spirituelles de la Francophonie, renforce la situation de la langue française dans le système éducatif, permet à la République de Moldova de participer aux programmes de développement et contribue à une réorientation de la République de Moldova vers le modèle économique des pays occidentaux.

Sur la base des résultats obtenus et des conclusions tirées, l'auteur formule les **recommandations** suivantes:

1. **À toutes les structures chargées de promouvoir la politique étrangère** - Elaboration d'un nouveau concept ou d'une nouvelle stratégie sur la politique étrangère de la République de Moldova (celle de 1995 ayant un caractère obsolète), ainsi que soulignant les orientations fondamentales de la coopération de la République de la Moldova avec la France, la France est l'un des principaux promoteurs de la politique intégrationniste dans l'espace européen.
2. **Au Gouvernement de la République de Moldova (Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration européenne de la République de Moldova et Ministère du Travail et de la Protection Sociale de la République de Moldova)** - Renforcer le cadre juridique en concluant des accords bilatéraux moldo-français sur plusieurs segments, tels que : Accord de partenariat stratégique République de Moldova - France sur l'intégration de la République de Moldova dans l'UE ; Accord entre le ministère du Travail et de la Protection Sociale de la République de Moldova et celui de la France sur la protection sociale des migrants moldaves en France.
3. **A l'institution du Parlement, du Gouvernement et au Président de la République de Moldova** - Participation plus active et démonstration d'ouverture à la coopération des autorités moldaves, car les recherches montrent que le développement des échanges entre la Moldavie et la France dépend en grande partie des visites réciproques officielles entre la Moldavie et la France et de la signature des accords, traités.
4. **Au Gouvernement de la République de Moldova (Ministère de l'Économie de la République de Moldova)** - Création de la Commission intergouvernementale mixte moldo-française pour le commerce et la coopération économique en tant qu'outil pour stimuler la coopération économique bilatérale.
5. **Au Gouvernement de la République de Moldova** - Mettre en œuvre les réformes imposées par l'Accord d'association entre l'Union européenne et la République de Moldova : justice indépendante, éradication de la corruption, État de droit, etc. gagner en crédibilité auprès de la France et de l'Union européenne.
6. **Au Ministère des Affaires Étrangères et de l'Intégration européenne de la République de Moldova (Ambassade de la République de Moldova en République Française)** - Compléter le personnel de l'Ambassade de la République de Moldova en France avec des spécialistes formés dans les domaines : politique, diplomatique , économique, culturel mais aussi pour les relations avec la diaspora moldave en France.

BIBLIOGRAFIE

1. Acordul de cooperare culturală, științifică și tehnică între Guvernul Republicii Moldova și Guvernul Republicii Franceze [online]. [citat 26.03.2016]. Disponibil: <http://lex.justice.md/index.php?action=view&view=doc&lang=1&id=356851>.
2. Aranjamentul administrativ privind cooperarea în domeniul patrimoniului cultural. *Monitorul Oficial al Republicii Moldova*. 03-06-2016. Nr. 151-155 art. 730.
3. Arhiva curentă a MAEIE a RM, fond 5, inventar 1-AB, fond 177, f 20.
4. ARON, R. *Paix et guerre entre les nations*. Paris : Calmann-Lévy, 1984. p. 442.
5. ATTALI, J. *La Francophonie et la Francophilie, moteurs de croissance durable*. Paris, 2014. 246 p. ISBN: 978-2-11-009886-3.
6. BORȘ, V. Recunoașterea Republicii Moldova pe arena internațională. În: *Moldoscopie, (Probleme de analiză politică)*. Chișinău: Partea XII, USM, 1999, p.34-46.
7. BRAILLARD, Ph., DJALLI, M-Reza. *Les relations internationales*. Paris, 2016, p. 55-62, 126p. ISBN 978-2-13-073675-2.
8. BRUCAN, S. *Dialectica politicii mondiale*. București: Nemira, 1997, p. 35.
9. BULL, H. *Societatea anarhică. Un studiu asupra ordinii în politica mondială*. Traducere: Petruț M. și Plăcintar E. Chișinău: Știința. 1998.
10. BURIAN, A. *Relații internaționale, politica externă și diplomația*. Curs de lecții. Chișinău: CEP USM, 2007. p.208, 446 p.
11. CĂLDARE, Gh. Elaborarea noului cadru juridic de colaborare dintre Republica Moldova cu Uniunea Europeană. În: *Administrarea Publică*. Nr.2 (70), 2011, p.98-104. ISSN 1813-8489.
12. CĂLDARE, Gh. Politica externă a Republicii Moldova. În: *Relațiile internaționale în curriculumul universitar: bazele teoretico-metodologice / USM*; coord.: Valentina Teosa [et al.]. – Chișinău : CEP USM, 2016. – 546 p. p.29-43. ISBN 978-9975-71-828-8.
13. CĂLDARE, Gh., GORINCIOI, R. Politica externă: aspecte teoretice și practice. În: *Politologie*. Chișinău: CEP USM, 2007, p. 346 – 357.
14. CĂLDARE, Gh., MORARI, C. Colaborarea Republicii Moldova cu Uniunea Europeană: probleme și priorități. În: *Moldoscopie*. 2017, nr.2, (LXXVII), p.136-144.
15. CEBOTARI, S. *Politica externă a Republicii Moldova în contextul proceselor integraționiste: interese și priorități*: tz.de doct. Chișinău, 2006, p.10-11. 168p.
16. CEBOTARI, S., CĂLDARE, G. *Politica externă a Republicii Moldova*. Note de curs. Chișinău, 2018. CEP USM, p. 161. ISBN 978-9975-142-08-3.
17. CEBOTARI, S., SACA, V., COROPCEAN, I. *Politica externă a RM în contextul proceselor integraționiste. Monografie*. Chișinău, 2008. 180 p. ISBN 978-9975-9692-3.
18. CHEIANU-ANDREI, D. Cartografierea diasporei moldovenești în Italia, Portugalia, Franța și Regatul Unit al Marii Britanii. [online]. Chișinău 2013. [citat 06.07.2017]. Disponibil: http://www.brd.gov.md/sites/default/files/document/attachments/01_cartografierea_diasporei_moldovenesti_in_4_tari_ue_rom.pdf.
19. COJOCARU, Gh., *Politica externă a Republicii Moldova. Studii*. Chișinău: Ed. Civitas, 2001, p. 119-120. 206 p.
20. Concepția politicii externe a Republicii Moldova. Nr. 368 – XVI // În: *Monitorul Oficial al Republicii Moldova*, 1995, martie, Nr.4. [online]. [citat 14.05.2017]. Disponibil: <http://www.mfa.md/Po/Politicabilaterale/relatiiRM-EuropaAN.htm>.
21. DELIVET, Ph. *Les politiques de l'Union européenne*. Paris, 2013, 287 p.
22. DEUTSCH, K. W. *Analiza relațiilor internaționale*. Chișinău: Tehnica-Info, 2006, 220 p. ISBN 978-9975-63-008-5.
23. *Evoluția politicii externe a Republicii Moldova (1998–2008)*. Chișinău: 2009, 192 p.
24. GOMART, T. La relation bilatérale: un genre de l'histoire des relations internationales/ În: *Materiaux pour l'histoire de notre temps*, 2002, vol. 65, № 1. [online]. [citat 07.09.2016]. Disponibil: http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_07693206_num_65_1_403316.
25. HAAS, E. *Uniting of Europe*, Stanford University Press, 2004, 641 p.

26. JUC, V. Politica externă. În: *Republica Moldova*. Ediția a 2-a revăzută și adăugată. Chișinău: Bons offices SRL, 2010. p. 706 -715.
27. KESSLER, M-Ch. *La politique étrangère de la France : Acteurs et processus*. Paris, Presses de Sciences Po, 1999, 499p.
28. LEFEBVRE, M. *La politique étrangère européenne*. Paris: Presses Universitaires de France. 2016, 127 p.
29. Monitorul Oficial al Republicii Moldova, 2007, nr.36-38, p.26-27.
30. MORARI, C. *Dimensiunile externe și interne în procesul de integrare europeană. Cazul Republicii Moldova*: tz. de doct în științe politice. Chișinău, 2017. 173p.
31. MORARU, V. *Republica Moldova – Uniunea Europeană: problemele și perspectivele cooperării*. Chișinău: Știința, 2010. 148 p.
32. MORARU, V. Valențele valorilor europene. In: *Moldoscopie*. Nr. 2(73)/2016/ISSN 1812-2566. p.11-120.
33. MORIN, J.-F. *La politique étrangère: Théorie, méthodes et références*. Paris: Armand Colin 2013. 315 p. ISBN 978-2200272227.
34. NEGUȚA, A. Relațiile economice moldo-franceze. In: *Moldoscopie (probleme de analiză politică)*. № 1 (XXXX), Chișinău: CEP USM, 2007.
35. PARMANTIER, F. *Moldova. Atuurile Francofoniei*. Chișinău: Arc, 2010. 136 p. ISBN 978-9975-61-586-0.
36. PETITEVILLE, F. De la politique étrangère comme catégorie d'analyse des relations internationales. In: *Critique internationale*. 3/2003 (no 20), p. 59.
37. *Politica externă a Republicii Moldova 2009–2011: în sinteze și dezbateri*. Red.: Lina Grău. Chișinău: MS Logo SRL, 2011. 320 p.
38. Protocolul privind stabilirea relațiilor diplomatice între Republica Franceză și Republica Moldova. In: *Tratate Internationales Nr. 40 art. 145*. [online]. [citat 04.06.2021]. Disponibil: <http://lex.justice.md/index.php?action=view&view=doc&lang=1&id=363546>.
39. ROSAMOND, B. *Theories of European integration*. New York, 2000, 73 p.
40. ROTARU, V. *Politica externă a Republicii Moldova în contextul dimensiunilor morale: realități și deziderate*:tz. de doct. în științe politice. Chișinău, 2013, p. 51, 163 p.
41. SACA, V., VARZARI, P. Politici integraționiste în contextul modernizării social-politice a RM. In: *Moldoscopie*. Nr. 1(68). Chișinău, USM, 2015, p.114. ISSN 1812-2566.
42. SNEGUR, M. *Labirintul destinului*. Memorii. Vol. 4. Chișinău: Fundația “Draghiștea”, 2013. 764p. p. 400-420. ISBN 9789975421089.
43. SOLOMON, C. Aspecte privind relațiile dintre Republica Moldova și Uniunea Europeană. In: *Teoria și practica administrării publice*, (Materiale ale Conferinței științifico-practice cu participare națională, 2012). Chișinău 2012. p.53-55.
44. *Tendențe și Politici Migraționiste în Regiunea Mării Negre: cazurile R. Moldova, României și Ucrainei*. IDIS „Viitorul”, 2008. p.6 ISBN 978-9975-9922-3-7.
45. *Tratate internaționale la care Republica Moldova este parte*. Volum 18, (1990-1998). Moldpress. In: *Monitorul Oficial al Republicii Moldova*. Chișinău, 1999. pp.412-415.
46. ȚĂU, N. *Diplomația în culise : Suveranitate, Independență, Război și pace*. București: Editura Enciclopedică, 2002. 388p. p. 210-213. ISBN 973-45-0406-1.
47. VASILESCU, Gr. Sarcini și mecanisme interne de integrare europeană a Republicii Moldova. In: *Studii Internaționale. Viziuni din Moldova* /col. red.: Teosa V. [ș.a.]. Chișinău : CEP USM, Vol.8, nr1(6), 2008, pag 48-65.
48. VASILESCU, Gr. Strategii de integrare europeană pentru RM. In: *Știința politică în Republica Moldova: realizări și perspective*. Chișinău: CEP USM, 2011, p. 255-263.
49. VASILESCU, Gr., MORARI, C. Integrarea europeană. In: *Relațiile internaționale în curriculumul universitar: bazele teoretico-metodologice* / Univ. de Stat din Moldova ; coord.: Valentina Teosa [et al.]. Chișinău : CEP USM, 2016. 546 p. p.230. ISBN 978-9975-71-828-8. [online]. [citat 26.03.2017]. Disponibil: https://eupreacc.files.wordpress.com/2016/10/relatii-internationale-b5_p2.pdf.

LISTE DES PUBLICATIONS DE L'AUTEUR SUR LE THEME DE LA THESE

1. CEBOTARI, S., COTILEVICI, V. Socio-cultural dimension of relations between Republic of Moldova and France in the context of European integration process. In: Țările post-sovietice între UE și Federația Rusă - analiza circumstanțelor specifice și tendințelor politice. Conferința științifică internațională, 27 septembrie, 2016 / coord.: Valentina Teosa [et al.]. – Chișinău : CEP USM, 2016. pp.141-151. ISBN 978-9975-71-829-5.
2. COTILEVICI, V., CEBOTARI, S. Cadrul politico-juridic al relațiilor moldo-franceze. *MOLDOSCOPIE (Probleme de analiză politică)*. nr.4 (LXXV), 2016. - Chișinău: USM, USPEE, AMSP, 2016. – 218. p. 157-169. ISSN 1812-2566.
3. COTILEVICI, V. Relațiile moldo-franceze în contextul integrării europene. In: *STUDIA UNIVERSITATIS MOLDAVIAE*, 2016, nr.3 (93). Seria "Științe sociale", p.189-196. ISSN 1814-3199, ISSN online 2345-1017.
4. COTILEVICI, V., Sprijinul acordat de către Franța Republicii Moldova în scopul integrării europene. In: *Political science, international relations and security studies*. International conference proceedings the Xth edition Sibiu, May 27-29, 2016. p.260-269. ISSN: 2343 – 7774.
5. COTILEVICI, V. Dimensiunea economică a relațiilor moldo-franceze. In: *Teoria și practica administrării publice*. Materiale ale conferinței științifico-practice cu participare internațională. 19 mai 2017, Chișinău, Tipografia „Elan Poligraf”. pp. 209-213. 633 p. ISBN 978-9975-3019-8-5.
6. COTILEVICI, V. Istoriografia cercetării relațiilor moldo-franceze în contextul procesului integraționist european. *STUDIA UNIVERSITATIS MOLDAVIAE*, 2017, nr.3 (103). Seria "Științe sociale", p.264-274. ISSN 1814-3199, ISSN online 2345-1017.
7. COTILEVICI, V. Relațiile moldo-franceze: aspecte ale cooperării economice. *MOLDOSCOPIE (Probleme de analiză politică)*. nr.2 (LXXVII), 2017. p. 165-178. ISSN 1812-2566.
8. COTILEVICI, V., CEBOTARI, S. Relațiile politice moldo-franceze la etapa actuală. În: Rezumate ale comunicărilor. Științe sociale. Conferința științifică națională cu participare internațională „Integrare prin cercetare și inovare”, CEP USM, Chișinău, 2017. p. 277-280. ISBN 978-9975-71-701-4.
9. COTILEVICI, V., CEBOTARI, S. La Francophonie – une porte supplémentaire de la République de Moldova vers l'Europe. *Analele Universității din Oradea. Relații Internaționale și Studii Europene*. Tom IX. 2017. p. 99-107. ISSN 2067 – 1253.
10. CEBOTARI, S., COTILEVICI, V. Identifications conceptuelles de l'interaction « politique étrangère – intérêt national – processus intégrationniste ». *MOLDOSCOPIE (Probleme de analiză politică)*. nr.1 (LXXX), 2018. p. 168-185. ISSN 1812-2566.
11. COTILEVICI, V. Diaspora moldovenească în contextul politicii migraționiste a Republicii Franceze. In: *Diaspora în lumea modernă: contextul regional și potențialul pentru o dezvoltare durabilă a țărilor de origine*. Conferința științifică internațională, Chișinău, 21 decembrie 2017. Organizația Internațională pentru Migrație, Misiunea în Moldova, 2018, 594 p. p.418 – p.427.
12. COTILEVICI, V. Identificări conceptuale ale interacțiunii „relații bilaterale”- „politică externă”-proces integraționist”. In: *Perspectivele și problemele integrării*

- în spațiul european al cercetării și educației. Conferința științifică internațională. Cahul, 7 iunie, 2018. p.17-p.21. ISBN 978-9975-88-040-4.
13. COTILEVICI, V. Contribuția cooperării moldo-franceze la modernizarea Republicii Moldova în baza modelului european. În: Rezumate ale comunicărilor. Științe sociale. Conferința științifică națională cu participare internațională „Integrare prin cercetare și inovare”, CEP USM, Chișinău, 2018. p.70-74. ISBN 978-9975-142-47-4.
 14. COTILEVICI, V. Bilateral relations – a means of achieving the foreign policy of the state. *Science Time*. 2019. International Scientific Journal. Cazani. Nr. 1 (61). P. 31-35. ISSN 2310-7006.
 15. COTILEVICI, V. Conceptual identifications of the „bilateral relations” – „foreign policy” – „integration process” interaction. In: *Proceedings of the IX International Scientific and Practical Conference „Social and Economic Aspects of Education in Modern Society”*, Vol.2, January 20, 2019, Warsaw, Poland. P. 38-44. ISBN 978-83-9525507-3-6.
 16. CEBOTARI, S., COTILEVICI, V. Identifications conceptuelles de l’interaction « politique étrangère – intérêt national – processus intégrationniste ». *Revista Militară. Studii de securitate și apărare*. Nr.2 (18)/2017. Chișinău, 2018. p. 70-84. ISSN 1857-405X.
 17. COTILEVICI, V. Relațiile dintre Republica Moldova și Franța prin prisma Francofoniei. *STUDIA UNIVERSITATIS MOLDAVIAE*, 2019, nr.3 (123). Seria "Științe sociale", p.32-38. ISSN 1814-3199, ISSN online 2345-1017.
 18. COTILEVICI, V. Colaborarea moldo-franceză în cadrul parteneriatului francofon. In: *Materialele Colloquia Professorum „Tradiție și inovare în cercetarea științifică”*, ediția a VIII-a. Bălți, 2019. P. 324-330. ISBN 978-9975-50-235-1.
 19. COTILEVICI, V. CEBOTARI, S. European integrationist aspirations – a factor driving the moldovan-french partnership. In: *Scientific magazine of The Open Diplomacy Association*. N. 3 (51) 2019. P. 124-136. ISSN 1512-374.
 20. COTILEVICI, V. CEBOTARI, S. European integrationist aspirations – a factor driving the moldovan-french partnership. In: *The Role of Intercultural Communication in Adapting Ethnic Groups to the European Union Social Space*. LAP LAMBERT Academic Publishing. 2019. P. 527-542. ISBN: 978-620-0-45841-4.
 21. COTILEVICI, V. Relațiile culturale dintre Republica Moldova și Franța. In: *Acta Terrae Fogarasiensis*. Editura Negru Vodă, Făgăraș, 2019. P. 407-416. ISSN-L-2285-5130.
 22. COTILEVICI, V. CEBOTARI, S. Baza juridică a relațiilor moldo-franceze. *STUDIA UNIVERSITATIS MOLDAVIAE*, 2020, nr.3 (133). Seria "Științe sociale", p.269-275. ISSN 1814-3199, ISSN online 2345-1017.
 23. COTILEVICI, V. Cooperarea moldo-franceză – o cale spre europenizarea Republicii Moldova. *STUDIA UNIVERSITATIS MOLDAVIAE*, 2021, nr.3 (143). Seria "Științe sociale" ISSN 1814-3199, ISSN online 2345-1017, p.233-238.

ANNOTATION

pour la thèse de doctorat en sciences politiques *Relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen : réalités et perspectives*, auteur Violeta Cotilevici,

**spécialité 562.02 - Histoire des relations internationales et de la politique étrangère
Chisinau, 2021**

Structure de la thèse : introduction, trois chapitres, conclusions générales et recommandations, bibliographie de 310 titres, 9 annexes, 154 pages de texte de base, un tableau, 9 figures. Les résultats de la thèse sont publiés dans 24 ouvrages scientifiques (2 - dans des revues internationales à impact, 2 - dans des revues internationales, 5 - dans des revues de catégorie B, 4 - dans des revues de catégorie C, 11 - dans des documents de conférence).

Mots-clés : relations bilatérales, politique étrangère, processus intégrationniste, coopération, dialogue politique, relations économiques, dimension socioculturelle, partenariat francophone, européanisation, modernisation, espace européen, traité.

Le but de la recherche consiste dans l'étude théorique-conceptuelle, méthodologique, analytique des relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen ainsi que leur perspective de développement.

Les objectifs de la recherche : analyser l'historiographie de la recherche des relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen; définir et analyser le phénomène de la politique étrangère, des relations bilatérales et du processus intégrationniste; identifier de point de vue conceptuel-théorique l'interaction des relations bilatérales - processus intégrationniste; formuler des approches méthodologiques de la recherche sur les relations moldo-françaises dans le contexte du processus intégrationniste européen ; examiner le cadre juridique des relations moldo-françaises ; estimer la dimension politico-diplomatique des relations moldo-françaises ; évaluer la coopération moldo-française du point de vue économique et socioculturel dans le cadre du processus intégrationniste européen ; déterminer le partenariat francophone République de Moldova - République Française dans le cadre du processus intégrationniste européen.

La nouveauté et l'originalité scientifique réside dans le fait que pour la première fois dans la littérature de la République de Moldova, y compris à l'étranger, on a tenté de dresser un tableau complet des principaux aspects de la coopération moldo-française dans le cadre du processus intégrationniste européen et d'examiner le problème de la corrélation « relations bilatérales-processus d'intégration ».

Le résultat qui contribue à résoudre un problème scientifique important réside dans la détermination du rôle de la France dans le cadre du processus intégrationniste européen de la République de Moldova, qui a confirmé l'existence de réelles possibilités de renforcer les relations moldo-françaises.

L'importance théorique est exprimée en justifiant la nécessité de renforcer les relations moldo-françaises et en déterminant les identifications conceptuelles-théoriques de l'interaction « relations bilatérales » - « processus intégrationniste ».

La valeur applicative : les résultats de la recherche, les conclusions et les recommandations formulées peuvent servir de références aux autorités afin de renforcer les relations moldo-françaises qui pourraient faciliter le processus intégrationniste européen de la République de Moldova. Le matériel de recherche peut trouver une application dans l'élaboration des cours universitaires dans le domaine.

La mise en œuvre des résultats scientifiques se reflète dans les thèses des conférences nationales et internationales en Roumanie, Pologne, Fédération de Russie, Géorgie; dans des articles publiés dans des revues spécialisées dans le pays et à l'étranger ; dans l'activité de l'auteur en tant que professeur à la spécialité Relations Internationales, Université d'État de Moldova.

COTILEVICI VIOLETA

**LES RELATIONS MOLDO-FRANÇAISES DANS LE CONTEXTE DU
PROCESSUS INTÉGRATIONNISTE EUROPÉEN: RÉALITÉS ET
PERSPECTIVES**

**562.02 HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA
POLITIQUE ÉTRANGÈRE**

Résumé de la thèse de doctorat en sciences politiques

Approuvé pour être imprimé:
Papier ofset. Impression ofset.
Feuilles d'impression: ...

Taille de papier 60x84 1/16
Tirage ... ex ...
Comande nr. ...

Centre Editorial-Polygraphique de l'Université d'Etat de Moldova,
60, rue A. Mateevici, Chişinău, MD 2009